

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 3405

[S.C. — 29535]

4 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités de transfert du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française au Gouvernement wallon et au Collège de la Commission communautaire française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 138 de la Constitution;

Vu le décret II du 19 juillet 1993 de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 6;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole n° 130 du 19 juillet 1994 du Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'avis conforme du Gouvernement wallon, donné le 29 septembre 1994;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 29 septembre 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant le décret II du 22 juillet 1993 de la Région wallonne attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant le décret II du 22 juillet 1993 de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 octobre 1991 fixant la structure et le cadre des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1991;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 octobre 1993 fixant le cadre du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, du Service des Transports scolaires et de l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 24 octobre 1994,

Arrête :

CHAPITRE Ier — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française ayant la fonction publique dans ses attributions;

2° Services du Gouvernement de la Communauté française : les Services du Gouvernement de la Communauté française, Ministère de la Culture et des Affaires sociales et le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

3° Ministère : soit le Ministère de la Culture et des Affaires sociales, soit le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

4° Membres du personnel : les agents, les stagiaires et les agents engagés par contrat de travail des services du Gouvernement de la Communauté française, à l'exception des agents bénéficiant d'un contrat de remplacement;

5° Membres du personnel des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française de Mons et de Tournai : les agents, les stagiaires et les agents engagés par contrat de travail;

6° Secrétaire général : soit le Secrétaire général du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, soit le Secrétaire général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

§ 2. Pour l'application du § 1er, les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats.

Art. 2. Les membres du personnel des hôpitaux psychiatriques de la Communauté française de Mons et Tournai sont transférés d'office au Gouvernement wallon.**Art. 3.** Les membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française, à l'exception de ceux qui sont visés à l'article 2, sont invités par un ordre de service qui est adressé à leur domicile par pli recommandé à la poste, à faire savoir par écrit, dans les dix jours ouvrables à dater de la présentation de ce pli à leur domicile, s'ils souhaitent être transférés à la Commission communautaire française ou à la Région wallonne, conformément à l'article 4, dans l'un des emplois énumérés dans l'ordre de service :

1° Services du Secrétariat général du Ministère de la Culture et des Affaires sociales, à l'exception de la Direction d'Administration de l'Aide à la Jeunesse, et Services du Secrétariat général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;

2° Ministère de la Culture et des Affaires sociales — Cellule interministérielle de la Fonction publique;

3° Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation — Cellule interministérielle de la Trésorerie et du Budget;

4° Ministère de la Culture et des Affaires sociales — Direction générale des Affaires sociales;

5° Ministère de la Culture et des Affaires sociales — Direction générale de l'Infrastructure;

6° Ministère de la Culture et des Affaires sociales — Direction générale de la Santé;

7° Ministère de la Culture et des Affaires sociales — Direction générale du Sport et du Tourisme;

8° Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation — Direction générale des Affaires budgétaires et financières — Service de Transport scolaire;

9^o Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation — Direction générale de la Promotion sociale, de l'Enseignement à distance et des Allocations et Prêts d'études.

Ils adressent directement leur demande au Secrétaire général qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

Le Secrétaire général transmet la demande au Ministre.

Art. 4. § 1er. Les membres du personnel qui ont valablement introduit une demande de transfert et qui possèdent la qualification requise sont classés par grade dans l'ordre suivant et sont affectés dans cet ordre à un emploi qu'ils ont sollicité, pour autant que la demande concerne un emploi du service dans lequel ils sont affectés :

- 1^o les agents nommés à titre définitif,
- 2^o les stagiaires,
- 3^o les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa premier, les membres du personnel sont classés comme suit:

- 1^o le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 2^o à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3^o à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent définitif.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent définitif, comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit, et sans interruption volontaire, fait partie du personnel comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

§ 2. Si, après qu'il a été satisfait aux demandes sur base des règles définies au § 1er, il reste des emplois à pourvoir à la Commission communautaire française ou à la Région wallonne, les agents nommés à titre définitif des Services du Gouvernement de la Communauté française exclusivement, qui ont souhaité être transférés soit à la Commission communautaire française, soit au Gouvernement wallon, sont transférés selon le classement établi en application du paragraphe 1er, dans les emplois énumérés dans l'ordre de service.

L'agent affecté au Ministère de la Culture et des Affaires sociales est transféré dans un emploi correspondant aux emplois énumérés à l'article 3, alinéa 1er, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o ou 7^o.

L'agent affecté au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation est transféré dans un emploi correspondant aux emplois énumérés à l'article 3, alinéa 1er, 1^o, 3^o, 8^o ou 9^o.

§ 3. Si, après application des paragraphes 1er et 2, il reste des emplois à pourvoir, les membres du personnel des services mentionnés à l'article 3, alinéa 1er, sont transférés d'office à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française, et affectés dans l'un des emplois énumérés dans l'ordre de service, en suivant l'ordre inverse de celui que détermine le paragraphe 1er. Pour l'application de cette disposition, la priorité est donnée aux transferts à la Région wallonne.

Art. 5. Les membres du personnel sont transférés nominativement au Gouvernement wallon ou au Collège de la Commission communautaire française par arrêté nominatif du Gouvernement de la Communauté française, après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières relatives aux membres du personnel transféré

Art. 6. Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations, ni des transferts au sens du statut du personnel.

Art. 7. § 1er. Les membres du personnel transférés au Gouvernement wallon ou au Collège de la Commission communautaire française pouvant se prévaloir du bénéfice des dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, conservent leur droit au bénéfice de ces dispositions après leur transfert au Gouvernement wallon ou au Collège de la Commission communautaire française.

§ 2. Lorsqu'un agent des Services du Gouvernement de la Communauté française est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, il est uniquement tenu compte, pour son transfert, de son grade statutaire. Si à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 3. Les agents des Services du Gouvernement de la Communauté française soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française, le dernier signalement qui leur a été attribué.

Le signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, l'agent a introduit une demande de révision de son signalement, la procédure est poursuivie à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française.

§ 4. Les agents des Services du Gouvernement de la Communauté française conservent à la Région wallonne ou à la Commission communautaire française les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé par les Services du Gouvernement de la Communauté française auxquels ils ont appartenu avant leur transfert ou qui leur ont été reconnus par les Services du Gouvernement de la Communauté française.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen à la Région wallonne, ou à la Commission communautaire française. Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Pour autant que l'agent des Services du Gouvernement de la Communauté française remplit, avant son transfert au Gouvernement wallon ou au Collège de la Commission communautaire française, les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé par lesdits Services à la date du transfert, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen.

Le paragraphe 5 est applicable aux lauréats d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1er.

CHAPITRE III. — *Procédure de permutation*

Art. 8. § 1er. Les membres du personnel transférés d'office en exécution du présent arrêté peuvent demander à être à nouveau affectés dans le Ministère où ils étaient affectés selon les modalités et dans les trente jours d'une date qui seront fixées par le Gouvernement de la Communauté française après avis du Gouvernement wallon ou du Collège de la Commission communautaire française, selon le cas, et qui seront publiées sous forme d'avis au *Moniteur belge* dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Toutefois, à la demande du Gouvernement wallon ou du Collège de la Commission communautaire française, le Ministre peut décider, en raison de l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à la demande du membre du personnel titulaire d'un grade de niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

Dans les trente jours de la notification de la décision, l'agent peut exercer contre elle un recours devant une commission instituée par le Ministre.

La décision de la commission est sans appel.

La commission est composée de neuf membres et présidée par un magistrat. Le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française désigne chacun trois des neuf membres.

Le Président est désigné par le Ministre, après avis du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

Le secrétariat et le suivi administratif sont assurés par la Direction d'Administration de la Fonction publique — cellule interministérielle.

§ 3. Le Ministre établit par grade la liste des demandes de nouvelles affectations, dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, en tenant compte de l'ordre suivant:

- 1° les agents;
- 2° les stagiaires.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit:

- 1° le membre du personnel le plus ancien dans le grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué aux stagiaires.

Le Ministre assure la publication de la liste des demandes de nouvelles affectations au *Moniteur belge* dans un délai de trois mois.

§ 4. Pour satisfaire aux demandes de nouvelles affectations visées au paragraphe 3, le Gouvernement de la Communauté française lance, dans les 30 jours de la publication au *Moniteur belge* de la liste des nouvelles demandes d'affectations précitées, un appel au sein de ses services, sous forme d'une communication adressée aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française les invitant à introduire une demande de permutation dans les trente jours par lettre recommandée adressée au Secrétaire général.

§ 5. Toutefois, le Ministre peut décider, en raison de l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à la demande du membre du personnel titulaire d'un grade de niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial est requis.

Dans les trente jours de la notification de la décision, l'agent peut exercer contre elle, un recours devant la commission prévue au paragraphe 2.

La décision de la commission est sans appel.

§ 6. Le Ministre établit, dans les 30 jours de la fin du délai d'introduction des demandes de permutation, respectivement pour le Collège de la Commission communautaire française et pour le Gouvernement wallon, par grade la liste des demandes introduites conformément au paragraphe 4 en tenant compte des critères de classement établis au paragraphe 3.

§ 7. Il est donné suite aux demandes visées au paragraphe 3 par permutation avec les membres du personnel qui ont introduit une demande conformément au paragraphe 6.

§ 8. La permutation s'opère entre membres du personnel de même grade ou d'un grade équivalent.

L'équivalence de grade est déterminée par le Ministre après avis du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 novembre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 3405

[C — 29535]

4 NOVEMBER 1994. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de nadere regels voor de overdracht van het personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap naar de Waalse Regering en naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 6;

- Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;
 Gelet op het protocol nr. 130 van 19 juli 1994 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII;
 Gelet op het eensluidend advies van de Waalse Regering, gegeven op 29 september 1994;
 Gelet op het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gegeven op 29 september 1994;
 Gelet op het advies van de Raad van State;
 Gelet op het decreet II van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
 Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;
 Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 tot vaststelling van de structuur en de personeelsformatie van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 december 1991;
 Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 1993 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, de Dienst voor Leerlingenvervoer en de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »;
 Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;
 Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 24 oktober 1994 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

- 1° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;
 - 2° Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;
 - 3° Ministerie : ofwel het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, ofwel het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;
 - 4° Personeelsleden : de ambtenaren, de stagiairs en de bij arbeidsovereenkomst tewerkgestelde personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de personeelsleden onder vervangingsovereenkomst;
 - 5° Personeelsleden van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap te Bergen en te Doornik : de ambtenaren, de stagiairs en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden;
 - 6° Secretaris-generaal : ofwel de Secretaris-generaal van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, ofwel de Secretaris-generaal van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
- § 2. Voor de toepassing van § 1, worden de stagiairs geacht de graad te bekleden waarvoor zij zich hebben aangemeld.

Art. 2. De personeelsleden van de psychiatrische ziekenhuizen van de Franse Gemeenschap te Bergen en te Doornik worden van ambtswege overgedragen naar de Waalse Regering.

Art. 3. De personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 2, worden verzocht, door middel van een dienstorder gericht tot hun woonplaats bij een ter post aangetekend schrijven, schriftelijk te laten weten, binnen de tien werkdagen te rekenen vanaf de dag waarop dat schrijven bij hun woonplaats werd afgegeven, of zij wensen te worden overgedragen naar de Franse Gemeenschapscommissie of naar het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel 4, om een van de in de dienstorder vermelde betrekkingen te bekleden :

- 1° Diensten van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken, behoudens de Bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd, en Diensten van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;
- 2° Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — Interministeriële Cel voor de ambtenarenzaken;
- 3° Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming - Interministeriële Cel Thesaurie en Begroting;
- 4° Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — Algemene Directie voor Sociale Zaken;
- 5° Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — Algemene Directie voor de Infrastructuur;
- 6° Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — Algemene Directie voor de Gezondheid;
- 7° Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken — Algemene Directie voor de Sport en het Toerisme;
- 8° Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming — Algemene Directie Begroting en Financiën — Dienst voor leerlingenvervoer;
- 9° Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming — Algemene Directie Vorming, Sociale Promotie, Afstandsonderwijs, Studietoelagen en -leningen.

Zij richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Secretaris-generaal, die de ontvangst ervan bericht; zij laten een afschrift van hun aanvraag aan hun hiërarchische meerdere geworden.

De Secretaris-generaal zendt de aanvraag naar de Minister door.

Art. 4. § 1. De personeelsleden die een aanvraag tot overdracht geldig hebben ingediend en die de vereiste kwalificatie bezitten, worden per graad in de onderstaande volgorde gerangschikt en worden in die volgorde aangewezen voor een betrekking die zij hebben aangevraagd, voor zover de aanvraag betrekking heeft op een dienst waarvoor zij aangewezen zijn :

- 1° de vast benoemde personeelsleden;
- 2° de stagiairs;
- 3° de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de groepen vermeld in het eerste lid, worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast op het personeelslid dat niet vast benoemd is.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet vast benoemd is, omvat de tijd gedurende welke het lid, in ongeacht welke hoedanigheid, en zonder vrijwillige onderbreking, deel heeft uitgemaakt van het personeel als titularis van een ambt met volledige prestaties.

§ 2. Indien er, nadat op grond van de in § 1 bepaalde regels aan de aanvragen is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn bij de Franse Gemeenschapscommissie of bij het Waalse Gewest, worden uitsluitend de vast benoemde personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, die de wens hebben geuit overgedragen te worden hetzij naar de Franse Gemeenschapscommissie, hetzij naar de Waalse Regering, overgedragen volgens de rangschikking vastgesteld met toepassing van paragraaf 1, op de betrekkingen vermeld in de dienstorder.

De ambtenaar aangewezen voor het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken wordt overgedragen op een betrekking die overeenstemt met de in artikel 3, lid 1, 1°, 2°, 4°, 5°, 6° of 7° vermelde betrekkingen.

De ambtenaar aangewezen voor het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt overgedragen op een betrekking die overeenstemt met de in artikel 3, lid 1, 1°, 3°, 8°, of 9° vermelde betrekkingen.

§ 3. Indien er, na toepassing van de paragrafen 1 en 2, nog betrekkingen te begeven zijn, worden de personeelsleden van de in artikel 3, lid 1, vermelde diensten van ambtswege overgedragen naar het Waalse Gewest of naar de Franse Gemeenschapscommissie, en aangewezen voor één van de betrekkingen vermeld in de dienstorder, in de omgekeerde volgorde die in paragraaf 1 is bepaald. Voor de toepassing van die bepaling, wordt voorrang verleend aan de overdrachten naar het Waalse Gewest.

Art. 5. De personeelsleden worden op naamlijsten naar de Waalse Regering of naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen bij een nominatief besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, na eensluitend advies van de Waalse Regering of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen betreffende de overgedragen personeelsleden*

Art. 6. De overdracht is geen nieuwe benoeming, noch een overplaatsing in de zin van het statuut van het personeel.

Art. 7. § 1. De personeelsleden overgedragen naar de Waalse Regering of naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie die aanspraak kunnen maken op het genot van de bepalingen van artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven en naar het verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, behouden hun recht op het genot van die bepalingen na hun overdracht naar de Waalse Regering of naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Wanneer een ambtenaar van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap belast is met de uitoefening van een hoger ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt voor zijn overdracht alleen rekening gehouden met zijn statutaire graad. Indien hij bij het Waalse Gewest of bij de Franse Gemeenschapscommissie vanaf de datum van zijn overdracht zonder onderbreking opnieuw belast wordt met de uitoefening van hetzelfde hoger ambt als het hoger ambt dat hij in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap uitoefende, wordt hij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Rijksbesturen geacht het hoger ambt verder uit te oefenen.

§ 3. De ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap op wie het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel van toepassing is, behouden bij het Waalse Gewest of bij de Franse Gemeenschapscommissie de laatste beoordeling die hun werd toegekend.

De beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling. Indien de ambtenaar op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit een aanvraag tot herziening van zijn beoordeling heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet bij het Waalse Gewest of bij de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 4. De ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap behouden bij het Waalse Gewest of bij de Franse Gemeenschapscommissie de aanspraken op bevordering die zij hebben verworven door het slagen voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad, georganiseerd door de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap waartoe zij vóór hun overdracht behoorden, of die hun door de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap werden erkend.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd bij het Waalse Gewest of bij de Franse Gemeenschapscommissie. Indien het om vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde vergelijkend examen ging.

Indien het om vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegde datum werd afgesloten.

§ 5. Voor zover de ambtenaar van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap vóór zijn overdracht naar de Waalse Regering of naar het College van de Franse Gemeenschapscommissie beantwoordde aan de voorwaarden om deel te nemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of aan een examen voor verhoging in graad aangekondigd door bedoelde Diensten op de datum van de overdracht, behoudt hij zijn recht om deel te nemen aan dit vergelijkend examen of aan dit examen.

Paragraaf 5 is toepasselijk op de personen die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen of voor een examen bedoeld in lid 1.

HOOFDSTUK III. — *Omwisselingsprocedure*

Art. 8. § 1. De personeelsleden die van ambtswege worden overgedragen ter uitvoering van dit besluit mogen vragen opnieuw te worden aangewezen voor het Ministerie waarvoor zij vroeger waren aangewezen volgens de nadere regels en binnen dertig dagen te rekenen vanaf een datum die door de Regering van de Franse Gemeenschap zullen worden bepaald na advies van de Waalse Regering of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, naargelang van het geval, en die zullen bekendgemaakt worden in de vorm van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* binnen de zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. De Minister mag evenwel op het verzoek van de Waalse Regering of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie in het belang van de dienst beslissen dat er geen gevolg wordt gegeven aan de aanvraag van het personeelslid dat een graad van niveau 1 bekleeft of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma vereist is.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing, kan de ambtenaar ertegen in beroep gaan bij een door de Minister ingestelde commissie.

Tegen de beslissing van de commissie kan geen hoger beroep worden ingesteld.

De commissie bestaat uit negen leden en staat onder het voorzitterschap van een magistraat. De Regering van de Franse Gemeenschap, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie stellen elk drie van de negen leden aan.

De Voorzitter wordt door de Minister aangesteld, na advies van de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het secretariaat en de administratieve opvolging worden waargenomen door de Bestuursdirectie voor ambtenarenzaken — interministeriële cel.

§ 3. De Minister stelt per graad de lijst op van de aanvragen om nieuwe aanwijzingen in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, op grond van de onderstaande volgorde :

1° de ambtenaren;

2° de stagiairs.

In elk van de in het vorig lid vermelde groepen, worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

Het criterium van de graadanciënniteit is niet van toepassing op de stagiairs.

De Minister zorgt voor de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* binnen een termijn van drie maanden van de lijst van de aanvragen om nieuwe aanwijzingen.

§ 4. Om de in paragraaf 3 bedoelde aanvragen om nieuwe aanwijzingen te beantwoorden, doet de Regering van de Franse Gemeenschap binnen de 30 dagen die volgen op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de lijst van de voormelde nieuwe aanvragen om aanwijzingen, een oproep in haar diensten, in de vorm van een berichtgeving aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, met verzoek binnen dertig dagen een tot de Secretaris-generaal per aangetekende brief gerichte omwisselingsaanvraag, in te dienen.

§ 5. De Minister mag evenwel in het belang van de dienst beslissen dat er geen gevolg wordt gegeven aan de aanvraag van het personeelslid dat een graad van niveau 1 bekleedt of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma vereist is.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing, kan de ambtenaar ertegen in beroep gaan vóór de in paragraaf 2 bedoelde commissie.

Tegen de beslissing van de commissie kan geen hoger beroep worden ingesteld.

§ 6. De Minister stelt, per graad, binnen de 30 dagen die volgen op het einde van de termijn voor de indiening van de omwisselingsaanvragen, respectievelijk voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie en voor de Waalse Regering, de lijst op van de aanvragen ingediend overeenkomstig paragraaf 4, rekening houdend met de in paragraaf 3 vermelde criteria voor de rangschikking.

§ 7. Er wordt gevolg gegeven aan de in paragraaf 3 bedoelde aanvragen door omwisseling met de personeelsleden die een aanvraag overeenkomstig paragraaf 6 hebben ingediend.

§ 8. De omwisseling wordt toegepast onder personeelsleden met dezelfde graad of met een gelijkwaardige graad.

De gelijkwaardigheid van graad wordt bepaald door de Minister na advies van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 november 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster,
Mevr. L. ONKELINX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 28 oktober 1994 is de heer Verhelst, R., rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel, benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 15 december 1994, dat uitwerking heeft met ingang van 24 oktober 1994, is het aan de heer Verhelst R., vergund de titel van zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel eershalve te voeren.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 28 octobre 1994, M. Verhelst, R., juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles, est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 15 décembre 1994, produisant ses effets le 24 octobre 1994, M. Verhelst, R., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles.